ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 18 janvier 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel"relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 28 février 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e januari 1979 door de Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft de 28e februari 1979 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Afin de faire une distinction entre l'arrêté ministériel en projet et le projet d'arrêté royal L. 13.280/2, l'intitulé suivant est proposé :

"Projet d'arrêté ministériel relatif aux modalités et à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie".

PREAMBULE.

Il y a lieu d'omettre du préambule, les textes visés aux alinéas 3, 5, 6 et 7, qui ne sont pas des fondements du projet et qui ne sont pas modifiés par celui-ci.

Dans les textes que le préambule doit viser, il y a lieu d'omettre les dispositions modificatives qui sont devenues sans objet à la suite de modifications et d'abrogations postérieures.

Par contre, il y a lieu de viser les modifications des dispositions que le projet modifie.

Le texte suivant est proposé :

"Vu la loi du 30 juillet 1938 ... (comme au projet);

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie modifiée par la loi du 29 décembre 1975;

.../...

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 8 juin 1978;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 1963 ... (comme au projet);

Vu l'arrêté royal du ... (comme au projet);

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 1963 fixant les attributions du Commandant de la gendarmerie, notamment l'article ler, modifié par les arrêtés ministériels des 17 janvier 1964, 26 avril 1977 et 26 janvier 1978;

Vu l'avis ... (la suite comme au projet)".

DISPOSITIF.

Article ler.

Cet article appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'observation générale n° II, A, dans le projet L. 13.280/2.

Cette disposition devrait donc être omise, son maintien étant susceptible de provoquer une contradiction dans le cas où l'article 13, § ler, de l'arrêté royal du 14 novembre 1968, relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire, modifié par l'arrêté royal du 20 février 1975,

.../...

subirait une nouvelle modification.

Article 2.

Suivant cette disposition, l'épreuve littéraire et scientifique peut être "partiellement écrite ou orale".

Cette expression qui n'exclut pas que l'épreuve soit totalement écrite ou totalement orale n'a, par elle-même, aucune portée normative.

Il appartiendra au Ministre de traduire ses intentions à cet égard, de manière précise.

En outre, l'article 2 n'indique pas l'autorité qui détermine dans quels cas et dans quelle mesure l'épreuve sera éventuellement écrite ou orale. Il ne détermine pas non plus si un certain choix peut être laissé au candidat sur ce point.

La même observation vaut également pour l'article 6.

La loi du 13 mars 1838 doit être citée avec son intitulé qui est "organique de l'Ecole royale militaire".

Article 3.

Au 1° et au 2°, il y a lieu d'écrire : "sur un sujet de caractère général".

Article 4.

Les mots "une version et un exercice de rédaction" doivent être remplacés par "une version et une rédaction".

.../...

Article 5.

La seconde phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Il est reproduit dans le règlement relatif aux épreuves d'admission, lequel est communiqué par le Ministre de la Défense nationale aux candidats".

Article 8.

Au 1°, l'expression "les structures de la langue française, néerlandaise ou allemande" n'indique pas avec suffisamment de précision l'objet de l'épreuve. Il n'apparaît notamment pas dans quelle mesure cet objet se distingue de celui que prévoit le 2°.

Au 2°, la loi du 30 juillet 1938 devrait être citée avec son intitulé : "concernant l'usage des langues à l'armée".

Article 10.

Au 1° du paragraphe 1er, il convient d'écrire : "un sujet de caractère général".

Article 11.

Au 1° du paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire : "la moitié des points à chacun des examens visés à l'article 8, 1°;", puisque les épreuves visées à l'article 10, § 1er, sont celles que vise l'article 8, 2°.

.../...

Au paragraphe 2, il faut lire "l'épreuve littéraire et scientifique".

Article 12.

Cette disposition appelle la même observation que l'observation générale n° IV, faite à propos du projet L. 13.280/2.

Au 3°, les mots "une épreuve de capacité verbale" sont équivoques. Il serait préférable d'écrire : "une épreuve de connaissance de la langue".

Cette observation vaut également pour l'article 13, § 3.

Article 13.

Au paragraphe 2, il serait préférable d'écrire :

"§ 2. L'épreuve d'orthographe consiste dans la correction de phrases dans lesquelles des mots sont mal orthographiés", cette correction supposant évidemment une lecture attentive.

Article 14.

A la fin du paragraphe 1er, il faut lire : "l'épreuve littéraire et scientifique".

.../...

Article 15.

Cette disposition appelle la même observation que celle qui a été faite dans le projet L. 13.280/2, sous l'observation générale n° III.

Par ailleurs, la loi du 27 décembre 1973 doit être citée avec son intitulé : "relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie".

Article 17.

Au second alinéa, le mot "performances", qui semble d'ailleurs être utilisé dans une acception peu usuelle en langue française, n'indique pas de façon suffisamment précise l'objet du test envisagé.

Dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 1977 fixant les épreuves psycho-techniques et les épreuves de condition physique imposées aux candidats militaires des cadres actifs, le mot "habileté" lui a été préféré à juste titre.

Dans le même alinéa 2, le mot "interview" doit être remplacé par "entretien".

Dans la version néerlandaise le mot "proef" doit être préféré à "examen", conformément à l'arrêté ministériel du 27 décembre 1977.

Article 19.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 19.-

Le Commandant de la gendarmerie détermine dans un règlement, par catégorie de personnel, les types d'épreuves

.../...

et les conditions de réussite. Ce règlement est approuvé par le Ministre de la Défense nationale. Il est publié".

+

CHAPITRE III.

I. Pour les raisons indiquées ci-après sous l'article 20, il y a lieu d'intituler ce chapitre :

"Les épreuves de condition physique".

II. Suivant l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 27 décembre 1977 fixant les épreuves psychotechniques et les épreuves de condition physique imposées aux candidats militaires des cadres actifs, pour les candidats officiers et sous-officiers féminins, l'épreuve de force des bras est remplacée par une épreuve de force des abdominaux, mesurée par la flexion du tronc.

Il a donc été admis dans l'arrêté ministériel précité que les critères applicables aux candidats officiers et sous-officiers féminins pouvaient être différents de ceux qui s'appliquaient aux candidats officiers et sous-officiers masculins.

Le chapitre III du présent projet ne fait aucune distinction entre les candidats de l'un ou de l'autre sexe.

.../...

De même, les annexes 1 et 2 de ce projet, n'indiquent pas de barèmes de notation différents selon les sexes.

Cette manière de procéder n'est admissible que si les conditions imposées par les épreuves répondent au minimum indispensable des exigences de la fonction.

+

Article 20.

Au § ler, le mot "test" est employé dans un sens qu'il n'a pas en français.

On s'inspirera également, pour cet article, de la solution adoptée dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 1977, en écrivant :

"§ ler. Les épreuves de condition physique imposées aux candidats officiers sont les suivantes :

1° une épreuve de vitesse ... (la suite comme au projet, en remplaçant le mot "test" par "épreuve")".

La même observation vaut pour les autres dispositions du projet où ce terme est employé.

Le début du paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Satisfait aux épreuves de condition physique ...".

Article 21.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 21.-

Durant la même session de recrutement, le candidat officier qui a échoué aux épreuves de condition physique sera convoqué pour subir ces épreuves une seconde et dernière fois".

Article 22.

La phrase liminaire du paragraphe 1er serait mieux rédigée comme suit :

"Les épreuves de condition physique imposées aux candidats sous-officiers d'élite et aux candidats sous-officiers subalternes sont les suivantes :".

Le paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Satisfait aux épreuves de condition physique, le candidat qui obtient 20 de moyenne générale et 20 dans quatre épreuves au moins".

Article 23.

Au premier alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "en spécifiant" par "en indiquant".

.../...

Article 24.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Les candidats visés à l'article 23, mentionnent dans leur demande, leur nom et prénoms, leur état-civil et leur adresse complète.

Ils joignent à cette demande :".

Article 27.

Cet article tend à exécuter l'article 26, § ler, du projet d'arrêté royal L. 13.280/2.

Il n'est toutefois pas au pouvoir du Ministre d'habiliter le Commandant de la gendarmerie à déroger à la règle qu'il fixe par des mesures individuelles pour lesquelles il n'énonce aucun critère objectif.

L'alinéa 2 devrait donc être revu.

La même observation vaut pour l'article 36, § 3, alinéa 2.

Article 28.

A la fin du paragraphe 2, les mots "quant à eux" sont inutiles et doivent être omis.

.../...

Article 30.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe ler :

"§ ler. Le jury de l'examen de sortie est constitué comme suit :

- président : un colonel de gendarmerie;
- vice-président : un colonel de gendarmerie;
- membres : par branche ou groupe de branches, et en nombre égal pour chaque régime linguistique, des officiers de gendarmerie ne faisant pas partie du personnel enseignant de l'Ecole d'officiers de gendarmerie;
- examinateurs : les professeurs de l'Ecole d'officiers de gendarmerie, pour les matières qu'ils ont enseignées.

Un ou plusieurs officiers de gendarmerie assistent le jury en qualité de secrétaires".

Le Conseil d'Etat se doit de faire observer que les examinateurs n'ont pas de suppléants.

Article 31.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Le Commandant de la gendarmerie ou son délégué désigne ...".

.../...

A la fin de l'article, les mots "des dispositions" doivent être omis.

Article 32.

L'intitulé de la loi du 30 juillet 1938, déjà cité précédemment, peut être supprimé.

Par contre, l'arrêté royal du 7 février 1957, cité pour la première fois, doit l'être avec son intitulé.

Le texte suivant est proposé :

"Article 32.-

L'épreuve complémentaire sur la seconde langue nationale, prévue à l'article 17bis de la loi du 30 juillet 1938, porte sur les matières mentionnées à l'article 7 de l'arrêté royal du 7 février 1957, relatif aux répétitions faites en seconde langue dans des écoles des forces armées de la gendarmerie".

Article 36.

Le paragraphe 3, alinéa 1er, suivant l'officier délégué, a trait uniquement au classement. Il a pour but d'empêcher qu'un candidat qui n'a satisfait qu'en seconde session, puisse dépasser un candidat qui a satisfait en première session.

.../...

L'alinéa ler traduirait mieux cette intention dans la rédaction suivante :

"Pour le classement, le candidat qui a satisfait en seconde session, conserve néanmoins les points qu'il a obtenus en première session".

Article 37.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 37.-

Les conditions de réussite de la première année de formation sont les mêmes pour les candidats sous-officiers d'élite que pour les candidats sous-officiers subalternes.

Pour réussir aux autres années de formation, le candidat sous-officier d'élite doit : ... (la suite comme au projet)".

Article 38.

Au paragraphe ler, alinéa ler, il faut écrire "vice-présidents" et remplacer les mots "par régime linguistique" par "pour chaque régime linguistique".

Au second alinéa, les mots "en tant que" doivent être remplacés par "en qualité de ".

+

.../...

Le paragraphe 2 prévoit que "les instructeurs chargés de cours peuvent assister aux épreuves en vue de répondre aux questions du jury, relatives aux matières enseignées".

Cette rédaction laisse incertain le point de savoir quelle autorité peut les requérir d'assister auxdites épreuves.

Si, comme le Conseil d'Etat le suppose, l'intention du Gouvernement est que le jury puisse inviter les instructeurs à assister aux épreuves en vue de l'éclairer sur les matières enseignées, il conviendrait de rédiger le paragraphe 2, comme suit :

"§ 2. Les instructeurs chargés de cours ne font pas partie du jury. Ils peuvent néanmoins être requis par celui-ci d'assister aux épreuves en vue de l'éclairer sur les matières enseignées."

+

Au paragraphe 3, il convient d'écrire : "désignés par le Commandant de la gendarmerie ou par son délégué".

+

Au paragraphe 4, les mots "des dispositions" sont inutiles et doivent être omis.

.../...

Article 42.

La rédaction suivante est proposée pour cette disposition :

"Article 42.-

Les examens trimestriels et l'examen final comprennent chacun une seule session. Toutefois, les examens de chauffeur et d'opérateur-radio comportent deux sessions".

Article 43.

A la fin de la phrase liminaire, les mots "satisfaire simultanément aux conditions suivantes" sont inutiles et doivent être supprimés.

Article 44.

Le paragraphe ler de cet article, appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 38, § ler.

Pour les raisons qui ont été exposées sous l'article 38, § 2, le texte suivant est proposé :

"§ 2. Les instructeurs chargés de cours ne font pas partie du jury. Ils peuvent néanmoins être requis par celui-ci d'assister aux épreuves en vue de l'éclairer sur les matières enseignées".

.../...

Article 47.

Le début de cet article, devrait être rédigé comme suit :

"L'autorisation du commandant de la gendarmerie de recommencer une partie de la formation prévue aux articles ... (la suite comme au projet).

Article 48.

Cet article se borne à répéter - d'ailleurs incomplètement, en ce qu'il ne vise que les sous-officiers d'élite - la règle énoncée par l'article 8, de la loi du 30 juillet 1938. Il doit être omis.

Article 50.

Au paragraphe 2, pour les raisons exposées à propos du Titre V du projet d'arrêté royal L. 13.280/2, il convient d'éviter une confusion terminologique entre l'appréciation et l'avis.

Par ailleurs, les deux derniers alinéas du paragraphe 2, pourraient être rédigés plus simplement comme suit :

"Les avis défavorables ultérieurs sont motivés pour autant qu'ils s'écartent de l'avis émis par l'autorité qui s'est prononcée précédemment.

.../...

Les avis favorables ne doivent pas être motivés".

Article 51.

Suivant l'article 6, § 2, de la loi du 27 décembre 1973, "les avis émis au sujet d'un candidat en vue de l'élaboration des appréciations visées au § ler sont communiqués à l'intéressé".

L'alinéa ler de l'article 51 paraît s'écarter de la disposition précitée en n'imposant pas, du moins expressément, la notification des avis favorables.

La notification des avis défavorables qui doivent être motivés comprendra nécessairement la remise d'une copie complète de l'acte, motifs compris.

L'alinéa ler serait donc mieux et plus simplement rédigé comme suit :

"Les avis sont notifiés à l'intéressé qui date et signe sous la mention "Vu"."

Au début de l'alinéa 2, il appartiendra au Gouvernement de décider si l'article entend viser un ou des avis émis par le supérieur hiérarchique. La terminologie devrait, à cet égard, être unifiée et les versions française et néerlandaise devraient concorder.

.../...

La seconde phrase de cet alinéa, devrait être rédigée comme suit :

"Il dispose, à cet effet, de cinq jours ouvrables à partir de la date de la notification de l'avis".

+

CHAPITRE II.

Pour la raison exposée sous l'article 54 du projet d'arrêté royal L. 13.280/2, ce chapitre, comprenant l'article 52, doit être omis car il n'appartient pas au Ministre de la Défense nationale de régler, même en partie, la composition de la Commission d'appel.

Article 53.

Au 2°, l'arrêté ministériel du 8 novembre 1977 a abrogé l'arrêté ministériel du 13 juillet 1964, sauf en ce qui concerne la gendarmerie. Il ne doit pas être cité parmi les arrêtés modificatifs de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1964.

Article 54.

L'expression "entre en vigueur" est inadéquate. Il conviendrait de lui substituer "produit ses effets".

.../...

ANNEXE III.

Cette annexe contient une disposition normative qui n'y a pas sa place.

Cette règle devrait former un alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 28.

Par ailleurs, il serait préférable d'écrire : "se voit attribuer une note selon les règles applicables à la première session".

ANNEXE IV.

Sous le n° 11, il y aurait lieu d'écrire : "aptitude au commandement" plutôt que "aptitude de chef".

OPSCHRIFT.

Opdat het ontworpen ministerieel besluit kan worden onderscheiden van het ontwerp van koninklijk besluit L. 13.280/2 wordt voorgesteld het opschrift als volgt te lezen :

"Ontwerp van ministerieel besluit betreffende de nadere regels voor en de organisatie van de werving en opleiding van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht".

AANHEF.

In de aanhef moeten de alinea's 3, 5, 6 en 7 vervallen; de daar aangehaalde teksten leveren immers geen rechtsgrond op voor het ontwerp en worden er niet door gewijzigd.

In de teksten waarnaar de aanhef moet verwijzen, moeten de door latere wijzigingen en opheffingen overbodig geworden wijzigingsbepalingen vervallen.

Daarentegen moet wel melding worden gemaakt van de wijzigingen van de bepalingen welke het ontwerp wijzigt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op de wet van 30 juli 1938 ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975;

.../...

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 september 1963 ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op het koninklijk besluit van ... (zoals in het ontwerp);

Gelet op het ministerieel besluit van 13 december 1963 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Commandant van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 januari 1964, 26 april 1977 en 26 januari 1978;

Gelet op het advies ... (voorts zoals in het ontwerp)".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Voor dit artikel geldt de algemene opmerking II, A, die gemaakt is in het advies over ontwerp L. 13.280/2.

Deze bepaling zou dus moeten vervallen; blijft ze behouden, dan kan tegenstrijdigheid ontstaan ingeval artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1975, andermaal gewijzigd mocht worden.

.../...

Artikel 2.

Volgens deze bepaling kan het letterkundig en wetenschappelijk examen "gedeeltelijk schriftelijk of mondeling zijn".

Deze formulering, die niet uitsluit dat het examen ofwel geheel schriftelijk ofwel geheel mondeling kan zijn, heeft uit zichzelf geen enkele normatieve strekking.

De Minister behoort zijn voornemen in dat opzicht duidelijk en nauwkeurig te verwoorden.

Bovendien zegt artikel 2 niet welke overheid bepaalt in welke gevallen en in welke mate het examen eventueel schriftelijk dan wel mondeling zal zijn. Het bepaalt evenmin of in dit opzicht enige keuze wordt gelaten aan de kandidaat.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

De wet van 13 maart 1830 moet met haar opschrift worden aangehaald : "houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School".

Artikel 3.

Onder 1° en 2° leze men : "een algemeen onderwerp".

Artikel 4.

De woorden "une version et un exercice de rédaction" moeten in de Franse tekst worden vervangen door "une version et une rédaction".

.../...

Artikel 5.

De tweede volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het wordt opgenomen in het reglement betreffende de toelatingsexamens dat door de Minister van Landsverdediging aan de kandidaten wordt medegedeeld".

Artikel 8.

Onder 1° geven de woorden "de strukturen van de Nederlandse, Franse of Duitse taal" niet voldoende duidelijk aan welke de stof is van het examen. Er blijkt namelijk niet in welke mate die examenstof onderscheiden is van die welke 2° voorschrijft.

Onder 2° zou de wet van 30 juli 1938 met haar opschrift moeten worden vermeld : "betreffende het gebruik der talen bij het leger".

Artikel 10.

Onder 1° van paragraaf 1 leze men "een algemeen onderwerp".

Artikel 11.

In paragraaf 1 van dit artikel leze men : "Voor het letterkundig en wetenschappelijk examen zijn geslaagd de kandidaten die : 1° de helft van de punten hebben behaald bij ieder van de in artikel 8, 1°, bedoelde examens"; de in artikel 10, § 1, bedoelde examengedeelten zijn immers die waarop in artikel 8, 2°, wordt gedoeld.

.../...

In de Franse tekst van paragraaf 2 moet worden gelezen : "l'épreuve littéraire et scientifique".

Artikel 12.

Voor dit artikel geldt de algemene opmerking IV uit het advies over ontwerp L. 13.280/2.

Onder 3° zijn de woorden "een taalvaardigheidsproef" dubbelzinnig. De voorkeur verdient : "een gedeelte over taalkennis".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 13, § 3.

Artikel 13.

In paragraaf 2 kan beter worden gelezen :

"§ 2. Het examengedeelte over spelling bestaat in het verbeteren van volzinnen waarin spelfouten voorkomen".

Dat de tekst aandachtig wordt gelezen eer hij verbeterd wordt, spreekt vanzelf.

Artikel 14.

Aan het slot van paragraaf 1 moet in de Franse tekst worden gelezen : "l'épreuve littéraire et scientifique".

.../...

Artikel 15.

Voor die bepaling geldt de algemene opmerking III uit het advies over ontwerp L. 13.280/2.

Anderzijds behoort de wet van 27 december 1973 te worden vermeld met haar opschrift : "betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht".

Artikel 17.

In het tweede lid geeft het woord "performances", dat overigens in een in het Frans weinig gebruikelijke betekenis is gebruikt, niet voldoende aan waarin de bedoelde test bestaat.

In het ministerieel besluit van 27 december 1977 tot vaststelling van de psychotechnische proeven en de proeven van fysieke conditie af te leggen door de kandidaat-militairen van de actieve kaders is terecht het woord "habileté" gebruikt.

In hetzelfde tweede lid vervange men het woord "interview" door "onderhoud".

Overeenkomstig het aangehaalde ministerieel besluit kan overigens beter van psychologische en psychotechnische "proeven" in plaats van "examens" worden gesproken.

Artikel 19.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 19.-

De Commandant van de rijkswacht bepaalt in een reglement, voor iedere personeelscategorie, de types van de proeven en de voorwaarden om daarvoor te slagen. Dat reglement wordt door de Minister van Landsverdediging goedgekeurd en wordt bekendgemaakt".

+

HOOFDSTUK III.

I. Om de redenen die hierna bij artikel 20 worden opgegeven, leze men het opschrift als volgt :

"Proeven betreffende de fysieke conditie".

II. Volgens artikel 5, tweede lid, van het ministerieel besluit van 27 december 1977 tot vaststelling van de psychotechnische proeven en de proeven van fysieke conditie af te leggen door de kandidaat-militairen van de actieve kaders wordt voor de vrouwelijke kandidaat-officieren en -onderofficieren de krachtproef voor armspieren vervangen door een krachtproef voor buikspieren, gemeten door buigen van de romp.

In dat ministerieel besluit is dus aangenomen dat de criteria voor vrouwelijke kandidaat-officieren en -onderofficieren, kunnen verschillen van die welke voor mannelijke kandidaat-officieren en -onderofficieren gelden.

Hoofdstuk III van het onderhavige ontwerp maakt geen enkel onderscheid tussen de kandidaat volgens het geslacht.

.../...

Ook de bijlagen 1 en 2 van dat ontwerp geven geen volgens het geslacht verschillende beoordelingsschaal op.

Die werkwijze is slechts aanvaardbaar als de bij de proeven opgelegde voorwaarden beantwoorden aan het volstrekte minimum dat voor het ambt is vereist.

+

Artikel 20.

In § 1 is het woord "test" gebruikt in een betekenis welke die term in het Frans niet heeft.

Ook voor dit artikel volge men de oplossing die aangenomen is in het ministerieel besluit van 27 december 1977 en schrijve men :

"§ 1. De proeven betreffende de fysieke conditie, af te leggen door de kandidaat-officieren, zijn :

1° een snelheidsproef ... (voorts zoals in het ontwerp, maar men vervange "test" door "proef")".

Dezelfde opmerking geldt voor de andere bepalingen van het ontwerp waar die term is gebruikt.

Het begin van paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Voor de proeven betreffende de fysieke conditie is geslaagd ...".

.../...

Artikel 21.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 21.-

In de loop van dezelfde wervingssessie wordt de kandidaat-officier die niet geslaagd is voor de proeven betreffende de fysieke conditie, opgeroepen om die proeven een tweede en laatste maal af te leggen".

Artikel 22.

De inleidende volzin van paragraaf 1 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De proeven betreffende de fysieke conditie, af te leggen door de kandidaat-keuronderofficieren en door de kandidaat-lagere onderofficieren zijn : ".

Paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 3. Voor de proeven betreffende de fysieke conditie is geslaagd de kandidaat die een algemeen gemiddelde van 20, en 20 voor ten minste vier proeven, heeft behaald.

Artikel 23.

In het eerste lid vervange men "preciseren" door "vermelden".

.../...

Artikel 24.

Het begin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De in artikel 23 bedoelde kandidaten vermelden in hun aanvraag hun naam en voornamen, hun burgerlijke stand en hun volledig adres.

Zij voegen bij die aanvraag :".

Artikel 27.

Dit artikel strekt tot uitvoering van artikel 26, § 1, van het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.280/2.

Het ligt echter niet in de bevoegdheid van de Minister de commandant van de rijkswacht te machtigen van de door hem gestelde regel af te wijken door individuele maatregelen waarvoor hij geen enkele objectieve maatstaf opgeeft.

Het tweede lid zou dus moeten worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36, § 3, tweede lid.

.../...

Artikel 28.

Aan het slot van paragraaf 2 van de Franse tekst moeten de woorden "quant à eux" als overbodig vervallen.

Artikel 30.

Voor paragraaf 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De eindexamencommissie wordt als volgt samengesteld :

- voorzitter : een kolonel bij de rijkswacht;
- ondervoorzitter : een kolonel bij de rijkswacht;
- leden : per vak of groep van vakken, en in gelijk aantal voor elk taalstelsel, rijkswachtofficieren die geen deel uitmaken van het onderwijzend personeel van de School voor rijkswachtofficieren;
- examinatoren : de professoren van de School voor rijkswachtofficieren, voor de vakken die zij onderwezen hebben.

Een of meer rijkswachtofficieren staan de examencommissie als secretarissen bij".

De Raad van State moge opmerken dat er geen plaatsvervangers voor de examinatoren zijn.

.../...

Artikel 31.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"De Commandant van de rijkswacht of zijn gemachtigde wijst ...".

Aan het slot van het artikel moeten de woorden "de bepalingen van" vervallen.

Artikel 32.

Het opschrift van de wet van 30 juli 1938 dat reeds eerder is aangehaald, kan vervallen.

Daarentegen moet het koninklijk besluit van 7 februari 1957, dat voor het eerst wordt aangehaald, met zijn opschrift worden vermeld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 32.-

Het aanvullend examen over de tweede landstaal, voorgeschreven in artikel 17bis van de wet van 30 juli 1938, loopt over de stof die vermeld is in artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en van de rijkswacht".

.../...

Artikel 36.

Paragraaf 3, eerste lid, heeft volgens de gemachtigde officier alleen betrekking op de rangschikking. Het bedoelt te verhinderen dat een kandidaat die slechts in de tweede sessie geslaagd is, vóór een kandidaat komt die in de eerste sessie is geslaagd.

Het eerste lid zou die bedoeling beter weergeven indien het als volgt werd geredigeerd :

"Voor de rangschikking behoudt de kandidaat die in de tweede sessie geslaagd is, niettemin de punten die hij in de eerste sessie heeft behaald";

Artikel 37.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 37.-

De voorwaarden om voor het eerste opleidingsjaar te slagen zijn dezelfde voor de kandidaat-keuronderofficieren als voor de kandidaat-lagere onderofficieren.

Om voor de andere opleidingsjaren te slagen moet de kandidaat-keuronderofficier : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 38.

In paragraaf 1, eerste lid, moet worden gelezen "ondervoorzitters" en moeten de woorden "per taalstelsel" worden vervangen door "voor elk taalstelsel".

In het tweede lid van de Franse tekst moeten de woorden "en tant que" worden vervangen door "en qualité de".

+

Paragraaf 2 bepaalt : "De onderrichters lesgevers mogen de examens bijwonen om de vragen van de jury betreffende de aangeleerde stof te beantwoorden ...".

Die redactie laat in het midden welke overheid hen kan verzoeken die examens bij te wonen.

Indien, zoals de Raad van State veronderstelt, de Regering bedoelt dat de examencommissie de onderrichters kan verzoeken de examens bij te wonen om haar voor te lichten over de onderwezen stof, zou paragraaf 2 als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. De onderrichters-lesgevers maken geen deel uit van de examencommissie. Zij kunnen echter door die commissie worden verzocht de examens bij te wonen ten einde haar voor te lichten omtrent de onderwezen stof".

+

In paragraaf 3 dient te worden gelezen : "De Commandant van de rijkswacht of zijn gemachtigde wijst de ...".

+

.../...

In paragraaf 4 moeten de woorden "de bepalingen van" als overbodig vervallen.

Artikel 42.

Voor deze bepaling wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 42.-

De trimestriële examens en het eindexamen omvatten elk een enkele sessie. De examens van chauffeur en radio-operateur omvatten echter twee sessies".

Artikel 43.

De inleidende volzin dient als volgt te worden gelezen :

"Om te slagen voor een opleidingstrimester moet de kandidaat-lager onderofficier :".

Artikel 44.

Bij paragraaf 1 van dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 38, § 1.

Om de redenen die bij artikel 38, § 2, zijn opgegeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor paragraaf 2 :

.../...

"§ 2. De onderrichters-lesgevers maken geen deel uit van de examencommissie. Zij kunnen echter door die commissie worden verzocht de examens bij te wonen ten einde haar voor te lichten omtrent de onderwezen stof".

Artikel 47.

Het begin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De toestemming van de Commandant van de rijkswacht om een gedeelte van de opleiding over te doen, bedoeld in de artikelen 28 ... binnen vijftien dagen na de kennisgeving dat de kandidaat niet geslaagd is".

Artikel 48.

Dit artikel is slechts een herhaling - die overigens onvolledig is doordat de bepaling alleen op de keuronderofficieren betrekking heeft - van de regel van artikel 8 van de wet van 30 juli 1938. Het moet vervallen.

Artikel 50.

Om de redenen die uiteengezet zijn naar aanleiding van titel V van het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.280/2 vermijde men in paragraaf 2 een terminologische verwarring tussen beoordeling en advies.

.../...

De laatste twee leden van paragraaf 2 zouden overigens eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Latere ongunstige adviezen worden met redenen omkleed voor zover zij afwijken van het advies dat uitgebracht is door de overheid die zich tevoren heeft uitgesproken.

Gunstige adviezen behoeven niet met redenen te worden omkleed".

Artikel 51.

Volgens artikel 6, § 2, van de wet van 27 december 1973 worden "de adviezen over een kandidaat uitgebracht met het oog op het opmaken van de beoordelingen bedoeld bij § 1, aan de belanghebbende medegedeeld".

Het eerste lid van artikel 51 lijkt van die bepaling af te wijken doordat het niet - althans niet uitdrukkelijk - voorschrijft dat gunstige adviezen moeten worden medegedeeld.

De kennisgeving van de ongunstige adviezen, die met redenen moeten worden omkleed, zal ook meebrengen dat een volledig afschrift van de akte, met inbegrip van de motivering, wordt medegedeeld.

Het eerste lid zou dus beter en eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De adviezen worden ter kennis gebracht van de betrokkene, die ze dagtekent en ondertekent onder de vermelding "Gezien".

.../...

Wat het begin van het tweede lid betreft, zal de Regering moeten uitmaken of het artikel betrekking heeft op een of meer door de hiërarchische meerdere uitgebrachte adviezen. Wat dat betreft is eenheid van terminologie volstrekt nodig, evenzeer als overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie.

De tweede volzin van dat lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Hij beschikt daartoe over vijf werkdagen te rekenen van de dag waarop het advies ter kennis is gebracht".

+

HOOFDSTUK II.

Om de reden die is opgegeven bij artikel 54 van het ontwerp-koninklijk besluit L. 13.280/2, moet dit hoofdstuk, dat artikel 52 omvat, vervallen. Het komt de Minister van Landsverdediging niet toe de samenstelling van de commissie van beroep, al was het maar gedeeltelijk, te regelen.

Artikel 53.

Wat de tekst onder 2° betreft moet worden opgemerkt dat het ministerieel besluit van 8 november 1977 het ministerieel besluit van 13 juli 1964 heeft opgeheven, behalve wat de rijkswacht betreft. Het moet niet worden vermeld onder de besluiten die het ministerieel besluit van 13 juli 1964 gewijzigd hebben.

.../...

Artikel 54.

De woorden "treedt in werking op" zijn hier niet geschikt. Men vervange ze door "heeft uitwerking met ingang van".

BIJLAGE III.

Deze bijlage bevat een normatieve bepaling die er niet op haar plaats is.

Die regel zou in artikel 28 een derde lid van paragraaf 2 moeten worden.

Bovendien ware het beter te schrijven : "wordt een cijfer toegekend volgens de regels die voor de eerste sessie gelden".

BIJLAGE IV.

Onder nr. 11 zou moeten worden gelezen : "geschiktheid tot bevelvoering" in plaats van "geschiktheid als chef".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	H. ROUSSEAU, Ch. HUBERLANT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. DE VISSCHER, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	: J. TRUYENS,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.